



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société Americafer exploitant une
installation de tri, transit, regroupement
de déchets métalliques et centre de véhicules hors d'usage à Toulouse**

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 170-1, L. 171-1, L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1, L. 512-1, L. 512-7, L. 514-5, R. 543-162, R. 543-164 ;

Vu l'ordonnance n° 2015-1341 du 23 octobre 2015 relative aux dispositions législatives du code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 modifié relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 novembre 1989 modifié, autorisant la société Americafer à exploiter à Toulouse, 64 chemin de Fenouillet, un dépôt de ferrailles et de véhicules hors d'usage relevant de la rubrique 286 de la nomenclature des installations classées (désormais rubriques n° 2712 et n° 2713) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 31 août 2021 relatif à la visite d'inspection du 4 septembre 2020 de l'installation exploitée par la société Americafer, 64 chemin de Fenouillet à Toulouse dont copie a été transmise à l'exploitant par courrier en date du 31 août 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de sa visite du 4 septembre 2020, l'inspection de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respectait pas les dispositions suivantes :

- moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie tels que définis à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié susvisé ;
- entreposage des pneumatiques tel que défini à l'article 37-II de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié susvisé ;
- entreposage à couvert des déchets susceptibles de provoquer l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie tel que défini à l'article 13-IV de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé ;
- hauteur de stockage des déchets telle que définie à l'article 13-IV de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 et à l'article 7.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 6 novembre 1989 susvisés ;
- vérifications périodiques des moyens de secours contre l'incendie telles que définies à l'article 6.1.6 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 6 novembre 1989 ;

Considérant que l'exploitant tire un avantage concurrentiel du fait qu'il exploite son installation et centre VHU sans respecter certaines prescriptions réglementaires relatives aux modalités d'exploitation qui lui sont applicables ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure l'exploitant, de respecter certaines prescriptions réglementaires relevant de la pratique de ses activités ;

Considérant que le rapport de l'inspection de l'environnement a été porté à la connaissance de l'exploitant, le 6 septembre 2021 afin qu'il puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que l'exploitant n'a pas formulé d'observations sur le rapport d'inspection qui lui a été transmis dans le délai de 15 jours précité ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er}. – La société Americafer, SIRET n°344 884 804 00016, dont le siège social est situé 64 chemin de Fenouillet, 31 200 Toulouse, exploitant une installation de tri, transit et regroupement de déchets métalliques et centre VHU, 64 chemin de Fenouillet, 31200 Toulouse, est mise en demeure, sous les délais indiqués ci-dessous à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions suivantes :

- Sous un mois :
 - Article 37-II - Entreposage des pneumatiques de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
 - Article 13 - Gestion déchets réceptionnés - IV. Entreposage des déchets de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et article 7.1 - Hauteur des stocks des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 6 novembre 1989 relatifs à la hauteur de stockage des déchets ;

- Article 13 - Gestion déchets réceptionnés - IV. Entreposage des déchets de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : *"Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : [...]*
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie." ;
- Sous 6 mois :
 - Article 20 - Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement modifié ;
 - Article 6.1.6 - Vérifications périodiques des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 6 novembre 1989 : *"L'état du matériel électrique et des moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent."*

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis des articles précédents, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télerecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant, la société Americafer.

Fait à Toulouse, le 01 OCT. 2021

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général
Denis OLAGNON

